

É



N° 2 – AUTORISATION DE DÉPENSES PRÉALABLES AU VOTE DU BUDGET PRIMITIF

Rapporteur : Madame La Présidente

Mesdames, Messieurs,

L'article L. 1612.1 du Code Général des Collectivités Territoriales, qui s'applique aux EPCC, dispose que "dans le cas où le budget n'a pas été voté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes, de liquider et mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente,

En outre, jusqu'à l'adoption du budget, l'exécutif peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissements dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Cette disposition précise également que l'autorisation doit viser le montant et l'affectation des crédits correspondants et que ces derniers doivent être repris au budget primitif lors de son adoption.

S

La limite de 25% des dépenses d'équipement énoncées ci-dessus, par rapport à des dépenses réelles d'équipements inscrites à hauteur de 136 408 € au budget primitif 2012, représente une inscription de crédit maximale de 34 102 €.

Il est proposé d'ouvrir des crédits par anticipation pour 2013 comme suit, pour un montant de 24 000 €, afin de pouvoir faire face à des premières dépenses d'investissement, principalement dans le cadre du déplacement du site de Pau dans ses nouveaux locaux.

Article 2184 : mobilier : 8 000 €

Article 2188 : autres immobilisations corporelles : 16 000 €

Le Conseil d'Administration sur proposition de la Présidente et après en avoir délibéré :

Décide l'inscription des crédits d'investissement détaillés ci-dessus, préalablement à l'adoption du budget primitif 2013.

Conclusions adoptées à l'unanimité

Pour extrait conforme

La Présidente

Martine LIGNIERES-CASSOU

M. L. Cassou

A

P
Y
R
É
N
É
E
S